

RAPPORT SUR LES IDÉES

DES JEUNES

2023



SOMMAIRE

Lettre de la rédaction	3	Développer l'éducation à la durabilité à l'école	16	
Perspectives pour les élections européennes de 2024	4	<i>Apprendre aux enfants à planter des arbres et à recueillir des données sur la pollution atmosphérique?</i>	17	
Ensemble.eu	5	Le changement climatique a des conséquences désastreuses sur notre santé — faites-en une priorité pour y remédier	18	
Le parcours des idées des jeunes	6	<i>Quel avenir pour les soins de santé?</i>	19	
LES 15 IDÉES LES PLUS POPULAIRES		7	Interdire les produits chimiques cancérigènes	20
Ajouter par défaut des messages pour avertir de la désinformation sur tous les sites d'information s'ils ne divulguent pas toutes leurs sources d'information	8	Proposer des options végétariennes comme véritable alternative pour tout le monde, partout	21	
<i>Qui est le méchant dans l'histoire?</i>	9	Remplacer les distributeurs automatiques par des fontaines à eau	22	
Soutenir des projets innovants dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA)	10	Mettre fin au gaspillage alimentaire dans l'Union, en aidant les plus vulnérables	23	
Des pass Interrail gratuits pour tous les jeunes européens	11	Tous les stages devraient être rémunérés ou financés	24	
La nécessité d'une éducation à la santé en matière de sexualité et de procréation	12	<i>Pouvez-vous vous permettre de travailler sans être payé?</i>	25	
<i>5 conseils pour parler de sexualité à l'école</i>	13	L'Europe devrait être autosuffisante en matières premières	26	
Aucun pays ne doit être exclu d'Erasmus+	14	Ensemble, nous sommes plus forts: il faut établir une politique étrangère commune	27	
Parler davantage de l'Union européenne à l'école	15	Observations finales	28	

LETTRE DE LA RÉDACTION

Nous avons parcouru un long chemin ensemble en 2023. L'Europe continue de faire face à des défis sans précédent, et les effets actuels du changement climatique et de la guerre en Ukraine laissent des séquelles sur le monde entier.

Nous avons également été confrontés aux conséquences de la pandémie de COVID-19, avec des ralentissements économiques, des problèmes de santé mentale et des questions de justice sociale. Un travail conséquent a été effectué au niveau européen pour surmonter ces défis.

Alors que nous portons notre regard vers les élections européennes de l'année prochaine, il est essentiel de mettre en évidence les changements que les jeunes européens attendent pour le prochain mandat, tout en reconnaissant les progrès réalisés au cours des dernières années.

Le rapport sur les idées des jeunes est l'achèvement d'un voyage qui a commencé en début d'année. Nous y avons inclus des idées qui ont émergé à la fois de la plateforme



*Rédacteurs du rapport sur les idées des jeunes 2023:
Elena Manso Palao, Lukas O. Rastovic et Alessia Melchiorre.*

Selon nous, le rapport sur les idées des jeunes constitue un outil puissant pour nourrir le débat politique et façonner les futures propositions politiques, en particulier dans la perspective des élections européennes du printemps 2024.

youthideas.eu et de la rencontre des jeunes européens (EYE2023) à Strasbourg, où 8 500 jeunes se sont réunis les 9 et 10 juin pour partager et façonner leurs propres points de vue sur l'avenir de l'Europe.

Beaucoup d'échanges ont eu lieu durant cette cinquième édition, qui a été particulièrement intense. Quelque 325 activités se sont déroulées au Parlement européen et au village EYE. Elles ont toutes contribué à faire en sorte que chaque participant se sente chez lui dans la maison de la démocratie européenne.

Nous, la rédaction de l'EYE, avons pris une décision en travaillant sur le rapport sur les idées des jeunes. Nous voulions non seulement mettre en évidence les idées les plus populaires et les plus influentes sur la plateforme youthideas.eu, mais aussi présenter certaines idées déjà mises en œuvre par les organisations de jeunesse à travers l'Europe.

Nous espérons que ce rapport encouragera les jeunes de toute l'Europe et les députés européens actuels et futurs, ainsi que d'autres institutions et organisations de jeunesse à réfléchir et à agir. Les idées présentées dans ce rapport couvrent un grand nombre de thèmes, allant des initiatives en matière de durabilité aux nouvelles possibilités liées à l'éducation, en passant par la transition numérique.

Nous remercions tous les jeunes pour leurs incroyables propositions et visions pour une Europe meilleure, et nous espérons que leurs voix se feront entendre grâce à ce rapport.

PERSPECTIVES POUR LES

ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2024

La rencontre EYE2023 a eu lieu tout juste un an avant les élections européennes, qui se tiendront du 6 au 9 juin 2024. À ce sujet-là, nous avons de bonnes nouvelles à partager! L'intérêt pour les élections et la volonté d'y voter ont augmenté par rapport à 2018.

Selon l'Eurobaromètre du printemps 2023 du Parlement européen, l'intérêt pour les élections a augmenté de 6 %, et 67 % des répondants affirment qu'ils iront probablement voter, soit neuf points de plus qu'il y a cinq ans.

Le groupe d'âge des moins de
25 ans
est celui dont
la participation électorale a le plus
augmenté en 2019

La dernière enquête européenne sur la jeunesse indique que près de 90 % des personnes interrogées ont participé à au moins une activité politique ou civique en 2021. Les jeunes citoyens européens sont plus engagés que ce que l'on imagine. Les bénévoles d'ensemble.eu en sont un bon exemple.

67 %

des répondants affirment qu'ils iront
probablement voter

En ce qui concerne les jeunes, ils constituaient auparavant l'une des tranches d'âge où le taux d'abstention était le plus élevé. Seulement 28 % des moins de 25 ans ayant le droit de vote ont voté aux élections de 2014. Les élections de 2019 ont cependant montré une hausse du nombre de jeunes qui se rendent aux urnes. Ces élections ont enregistré le taux de participation le plus élevé depuis 25 ans, et ce sont les moins de 25 ans qui ont connu la plus forte augmentation de sa participation électorale. C'est grâce à eux que la participation électorale a atteint des niveaux jamais vus depuis le XXe siècle. La participation des jeunes à la politique et au processus de prise de décision est vitale pour notre démocratie. Il est extrêmement difficile d'illustrer ce que les jeunes européens dans leur ensemble souhaitent pour l'avenir de l'Union, mais ce rapport constitue une plateforme importante pour partager leurs contributions et leurs objectifs politiques.

Près de

90 %

des personnes interrogées ont
participé à au moins une activité
politique ou civique en 2021

ensemble.eu

pour la démocratie



Au cours de la rencontre EYE, près de 300 bénévoles parmi les plus actifs d'ensemble.eu ont participé à une formation, où des experts ont partagé avec eux des compétences précieuses qui les aideront un jour à organiser leurs propres campagnes électorales. Nous avons interviewé Doroteja, Julian et Micaela.

Doroteja Horvat

Croatie.
Étudiante en droit à
l'université de Zagreb

«Nous avons compris une chose: les jeunes veulent voter, mais ils ne connaissent que peu de choses sur les élections européennes. Il faut leur montrer ce qu'ils peuvent retirer de ces élections, et leur permettre de trouver ce qui les intéresse.

En tant que bénévole pour ensemble.eu, j'ai organisé plusieurs ateliers dans des lycées pour montrer le fonctionnement de base des institutions aux jeunes susceptibles de voter pour la première fois.»

Julian Waldbauer

Autriche.
Lycéen et ambassadeur junior de
l'Union européenne

«Selon moi, les jeunes ne sont pas suffisamment représentés au Parlement européen. Je suis devenu bénévole parce que je sentais que nous n'étions pas réellement écoutés.

À mon avis, les jeunes ne manquent ni d'intérêt ni de motivation. C'est même plutôt le contraire: mes grands-parents ont toujours voté pour le même parti, quoi qu'il arrive.»

Micaela Pezzini

Espagne.
Stagiaire au ministère de
l'agriculture espagnol

«L'Union européenne ne m'avait jamais vraiment intéressée, jusqu'au jour où je me suis rendu compte que les îles Canaries, d'où je viens, doivent beaucoup à l'Union et à ses fonds.

Depuis, j'ai organisé plusieurs ateliers dans des établissements scolaires et j'ai essayé au mieux d'informer mon entourage. Si les gens ne savent ce qu'est l'Union européenne, ce qu'elle fait et comment elle fonctionne, comment peut-on s'attendre à ce qu'ils se rendent d'eux-mêmes aux urnes un dimanche?»

Ensemble.eu est une communauté de personnes qui croient en la démocratie et veulent lui donner tout son sens à l'approche des prochaines élections européennes. Elle permet à des personnes de toute l'Europe de se rencontrer, de partager leurs connaissances et d'acquérir de nouvelles compétences, tout en encourageant les autres à voter en 2024. Il existe de nombreuses façons de participer. Vous pouvez assister à des événements et participer à des formations pour vous informer, ou bien parler autour de vous de l'importance de voter. Vous pouvez même organiser vos propres activités. La question est la suivante: voulez-vous changer les choses et agir?

Plus nous sommes nombreux à voter, plus notre démocratie devient forte!

REJOIGNEZ ENSEMBLE.EU!

LE PARCOURS DES IDÉES DES JEUNES

Comment avons-nous choisi les idées à intégrer dans le rapport sur les idées des jeunes? En prévision de l'EYE2023, nous avons suivi la plateforme youthideas.eu, où les jeunes soumettent leurs propositions pour de nouvelles politiques et de nouveaux projets afin d'améliorer l'Europe.

Depuis mars 2023, nous recueillons, approuvons et modifions ces idées. Elles ont été divisées en 11 thèmes cruciaux: le changement climatique et l'environnement, la culture et les médias, la démocratie, l'éducation, l'Union européenne dans le monde, la santé et les sports, les droits de l'homme, l'emploi, l'économie et la transformation numérique, la migration, la sécurité et la justice sociale.

À la rencontre EYE2023, le Ideas Hub, situé juste à côté de l'hémicycle, a permis aux participants de partager leurs idées sur l'avenir de l'Europe, en personne et sur la plateforme youthideas.eu. En outre, des spécialistes d'institutions de l'Union et des chefs de projet chevronnés d'organisations de jeunesse étaient également présents pour échanger des idées et dispenser des conseils.

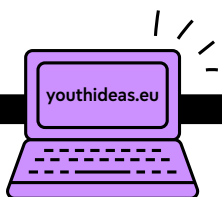
Au total, plus de 600 idées et plus de 400 commentaires avaient été partagés sur la plateforme. Certaines idées se démarquent et représentent les demandes les plus urgentes et les plus populaires chez les jeunes européens. Dans ce rapport, nous partagerons avec vous les 15 idées les plus populaires, en fonction de leurs sujets respectifs.



Nous avons tous notre vision idéale de l'Europe. Ce qui n'est au départ qu'une simple idée peut se transformer en projet, en politique ou en pétition... Découvrons ensemble comment l'EYE peut donner vie à tes idées!

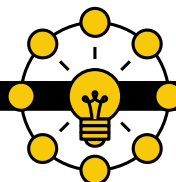
YOUTHIDEAS.EU

Un flux incessant d'idées, de réflexions et de conversations sur notre plateforme en ligne.



LES ÉDITEURS

Une équipe de jeunes journalistes qui suivent les débats et rassemblent les idées dans un rapport.



L'ESPACE «IDEAS HUB»

Un espace unique pour discuter, s'informer et échanger des idées pendant l'EYE.



L'ÉQUIPE DES «EYEDEA BOOSTERS»

Une formidable équipe de volontaires prêts à prendre le micro lors de l'audition des jeunes européens et à mener plus loin la discussion.



LE RAPPORT DES IDÉES DES JEUNES

Une compilation de débats, d'idées, de projets inspirants et d'initiatives pour l'avenir.

Il y a tout un monde de possibilités!
Le parcours des idées se poursuit!



L'AUDITION DES JEUNES EUROPÉENS

Des idées au débat politique... L'équipe des «EYEdEA Boosters» présente le rapport aux députés européens et aux décideurs politiques.

LES 15 IDÉES LES PLUS POPULAIRES





© European Union 2023 - Source: Rockstar Photographers

AJOUTER PAR DÉFAUT DES MESSAGES POUR AVERTIR DE LA DÉSINFORMATION SUR TOUS LES SITES D'INFORMATION S'ILS NE DIVULGUENT PAS TOUTES LEURS SOURCES D'INFORMATION

Lorsqu'un utilisateur visite un site d'information, un message d'avertissement devrait apparaître pour inciter le lecteur à prendre du recul sur ce qu'il lit.

Les sites d'information qui ne divulguent pas l'ensemble de leurs sources de manière explicite devraient respecter cette règle. Un site qui ne fournit pas l'ensemble de ses sources serait automatiquement considéré comme 'non fiable'.

Ce serait un moyen d'inciter les sites d'information à partager toutes leurs sources et de renforcer la transparence pour les lecteurs. Un règlement comme celui-ci, s'il est mis en œuvre par l'Union européenne,

permettrait de lutter contre la désinformation au niveau européen.

La liberté d'expression est primordiale, mais les sites d'information et les conglomérats médiatiques qui comptent des milliers, voire des millions d'abonnés doivent être davantage responsables de ce qu'ils publient. Ils doivent éviter de répandre la désinformation, que ce soit de façon intentionnelle ou involontaire.

Où en sommes-nous à ce sujet?

Il n'existe aujourd'hui aucune législation au niveau européen qui propose une initiative similaire. Cela dit, certaines initiatives de l'Union qui reflètent dans une certaine mesure cette idée sont en cours, ou même déjà en place.

La proposition de législation sur la liberté des médias, susceptible d'être approuvée en 2023, vise à protéger les médias contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales. La législation entend s'attaquer à la question de la transparence de la propriété des médias et de la subvention des médias qui défendent des opinions favorables au gouvernement. La législation sur les services numériques est entrée en vigueur en novembre 2022. Elle a mis en place certaines

obligations pour les plateformes de médias sociaux, mais aussi des points clés pour le contenu des médias d'information afin de lutter contre la désinformation et la manipulation électorale, et de supprimer tout contenu dans le ou les États membres où celui-ci est illégal. Cependant, la législation énoncée dans ces deux textes ne va pas jusqu'à préciser que les messages d'avertissement devraient être visibles sur les sites d'information des médias.

Il convient également de noter l'existence de l'équipe de lutte contre la désinformation du Parlement européen (SPOX) Celle-ci coopère avec les institutions et la société civile pour analyser la désinformation et organiser des activités de sensibilisation.

Qui est le méchant dans l'histoire?

Une organisation tchèque lutte contre la désinformation en informant les jeunes



Tereza Kráčmarová
Cofondatrice de Fakescape

Qui est le «méchant» qui veut vous priver de vos vacances d'été? C'est la question innocente que pose l'organisation tchèque appelée **Fakescape** à ses étudiants pour lancer une enquête en plusieurs étapes. Le but est de leur apprendre à vérifier les déclarations faites par les personnalités politiques pendant leur campagne électorale et à reconnaître lorsqu'une photo sur Instagram a été modifiée.

C'est également ainsi que Fakescape a contribué à l'EYE2023, où la lutte contre la désinformation était l'une des principales préoccupations des

jeunes participants. Après avoir visité plus de 500 établissements scolaires en République tchèque pour apprendre aux jeunes à repérer les fausses informations à l'aide d'activités sous forme de jeu, ils ont réalisé une avancée considérable dans l'éducation aux médias des citoyens de l'Union, qui constitue l'une des priorités du Parlement européen aujourd'hui.

Pour l'instant, nous n'avons pas besoin de faire notre promotion en République tchèque, car les établissements viennent déjà vers nous

«Nous espérons pouvoir sensibiliser les jeunes, non seulement aux sources d'information en ligne, mais aussi à leurs propres émotions, parce que ce sont généralement les émotions qui sont visées par la désinformation et la mésinformation», explique Tereza Kráčmarová, qui a fondé Fakescape en 2018 avec quelques amis, lorsqu'elle était étudiante en journalisme et en sciences politiques.

Depuis sa création, l'organisation s'est développée à un rythme effréné. Fakescape a d'ailleurs remporté le prix européen Charlemagne de la jeunesse en 2021 pour ses efforts visant à initier les jeunes à l'éducation aux médias et à développer leur pensée critique.

«Pour l'instant, nous n'avons pas besoin de faire notre promotion en République tchèque, car les établissements viennent déjà vers nous», explique Tereza Kráčmarová. Fakescape est par ailleurs en train de développer son réseau en Slovaquie, et le prochain objectif de l'organisation est de s'étendre à la Pologne voisine, où elle coopère déjà avec une organisation locale.

Vous souhaitez changer les choses et fonder vous-même une organisation? Voici les trois conseils de la fondatrice de Fakescape:

- 1. «Il suffit de s'y mettre et de trouver quelques personnes avec la même ambition que vous, parce que vous ne pourrez pas tout faire seul.»**
- 2. «Quand nous avons commencé, nous étions complètement perdus. Mais même avec très peu de moyens, vous pouvez faire du bon travail. Et une fois que vous aurez prouvé de quoi vous êtes capables, davantage de personnes vous feront confiance et vous offriront des financements»**
- 3. «Soyez conscients qu'il s'agit d'un processus d'apprentissage et restez ouvert aux critiques, car cela ne fera qu'améliorer le fonctionnement de votre organisation et la rendre plus efficace.»**



SOUTENIR DES PROJETS INNOVANTS

DANS LE DOMAINE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

De nouvelles recherches sur l'intelligence artificielle pourraient nous aider en matière de développement durable.

L'Union européenne devrait mettre en œuvre davantage de programmes pour promouvoir le développement de l'intelligence artificielle en accordant des subventions et d'autres formes de soutien aux universités et autres instituts de recherche opérant dans les États membres. Cela favoriserait le développement durable et la prospérité mondiale.

Le projet [AI4Media](#) en est un bon exemple. Financé dans le cadre du programme Horizon 2020 de l'Union européenne, il vise à devenir un centre d'excellence qui réunit des chercheurs de toute l'Europe et d'ailleurs. Le projet cherche à faire progresser l'IA et à offrir des formations au secteur des médias, en mettant fortement l'accent sur une IA éthique et digne de confiance.

Où en sommes-nous à ce sujet?

En juin 2023, le Parlement européen a adopté sa position de négociation sur la législation sur l'intelligence artificielle, visant à promouvoir une IA centrée sur l'homme et digne de confiance tout en protégeant les droits fondamentaux et la démocratie.

Les règles garantiraient que toute IA développée et utilisée en Europe soit en accord avec les valeurs de l'Union, notamment en ce qui concerne la surveillance humaine, la sécurité, la protection de la vie privée, la transparence et la non-discrimination. Ces règlements suivent une approche fondée sur les risques et interdisent les pratiques d'IA qui présentent un niveau de risque inacceptable. Il s'agit notamment de la notation sociale, des systèmes d'identification biométrique «en temps réel» et «a posteriori» dans les espaces publics, de la catégorisation biométrique basée sur des caractéristiques sensibles, des systèmes de police prédictive, des systèmes de reconnaissance des

émotions dans divers contextes et de l'extraction non ciblée d'images faciales pour les bases de données de reconnaissance faciale. Cela comprend également les applications d'IA à haut risque, telles que les systèmes utilisés pour influencer les électeurs et les systèmes de recommandation sur les grandes plateformes de médias sociaux.

Le texte instaure des obligations pour les fournisseurs de modèles d'IA à finalité générale, des exigences de transparence pour les systèmes d'IA génératifs, des exemptions pour les activités de recherche et des composants libres et ouverts, et des mécanismes permettant au public de déposer des plaintes et de recevoir des explications concernant les systèmes d'IA à haut risque. Le Bureau européen de l'intelligence artificielle sera responsable du suivi de la mise en œuvre de la loi. Il s'agit de la toute première législation qui vise à rendre l'IA sûre et transparente.



DES PASS INTERRAIL GRATUITS

POUR TOUS LES JEUNES EUROPÉENS

Davantage de jeunes européens devraient se voir accorder un pass Interrail gratuit à l'âge de 18 ans, en particulier les jeunes défavorisés qui ne peuvent pas se permettre de voyager à l'étranger. Cela s'appliquerait idéalement à tous les citoyens de l'Union à leurs 18 ans.

Cette initiative donnerait aux jeunes de l'Union européenne la possibilité d'explorer l'Europe par eux-mêmes et de rencontrer d'autres personnes de leur âge. Elle pourrait aiguïser la curiosité des jeunes de toute une génération, leur permettre de créer des liens et leur donner l'occasion d'en apprendre davantage sur l'Europe.

Pour faciliter les déplacements en train en Europe, l'Union européenne pourrait financer la mise au point d'une application unique permettant d'acheter des billets auprès de l'ensemble des compagnies de train de l'Union. Et pour encourager davantage les déplacements sur les lignes ferroviaires européennes, l'Union devrait adopter une législation exigeant de toutes les compagnies ferroviaires qu'elles fournissent une compensation financière immédiate en cas de retard ou d'annulation.

Où en sommes-nous à ce sujet?

Il est actuellement possible pour les personnes âgées de 18 ans de demander une carte de transport permettant de voyager en train pendant 30 jours grâce à DiscoverEU, une initiative du programme Erasmus+ financée par l'Union. Les candidats doivent être citoyens ou résidents légaux d'un État membre de l'Union ou d'un des pays sélectionnés, et participer à un quiz.

Seuls les candidats sélectionnés recevront l'un des pass. Ces pass sont distribués deux fois par an. Cette idée, si elle est entièrement mise en œuvre, entraînerait un développement illimité de DiscoverEU. Ce dernier

pourrait être modifié pour donner la priorité aux personnes qui n'ont pas les moyens de s'acheter un titre de voyage, à condition de changer le système de demande. Les candidats seraient donc obligés de soumettre des documents justifiant leur situation financière ou celle de leur famille. Cela dit, il est important que le processus reste simple pour qu'il soit aussi accessible que possible.

À l'heure actuelle, plusieurs entreprises proposent des billets de train de différentes compagnies ferroviaires européennes sur leurs sites web et sur leurs applications.



LA NÉCESSITÉ D'UNE ÉDUCATION À LA SANTÉ EN MATIÈRE DE SEXUALITÉ ET DE PROCRÉATION

De nombreuses études scientifiques et sociales soulignent l'importance de l'éducation sexuelle dans les écoles secondaires. Les jeunes adolescents ont besoin d'informations pratiques et concrètes.

Dans certaines communautés, les problèmes liés à la sexualité sont tabous et ne sont abordés ni à la maison, ni à l'école, ni dans les centres de santé. En conséquence, les adolescents courent le risque de contracter des infections sexuellement transmissibles, de souffrir de problèmes de santé mentale ou de santé chroniques et d'être la cible de discrimination et d'intimidation anti-LGBTQ+.

Des données montrent que les jeunes qui reçoivent une éducation efficace à la santé en matière de sexualité et de procréation sont:

- plus susceptibles de reconnaître et de signaler les abus sexuels;
- plus susceptibles de retarder les premiers rapports sexuels jusqu'au moment où ils se sentent prêts et à l'aise;
- plus susceptibles de se livrer à un premier rapport sexuel consensuel;

- plus susceptibles de comprendre la nécessité d'une contraception et de l'utiliser efficacement;
- moins susceptibles de subir une grossesse non désirée;
- moins susceptibles d'être infectés par une IST.

L'un des principaux obstacles est le manque d'enseignants disposant des connaissances et de la formation nécessaires pour fournir des informations précises et exactes sur la santé en matière de sexualité et de procréation. Parmi les obstacles supplémentaires figurent l'opposition des dirigeants culturels et religieux, ainsi que le manque général d'éducation à la santé en matière de sexualité et de procréation, tant au niveau local qu'au niveau de l'Union.

Dans un premier temps, rassemblons-nous pour fournir aux enseignants les bonnes informations, vérifiées par des scientifiques et des spécialistes de la santé!

Où en sommes-nous à ce sujet?

Les États membres sont responsables de la mise en œuvre de l'éducation sexuelle, mais l'Union joue également un rôle dans la promotion de la santé conformément à l'article 168 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Dans une résolution adoptée en juin 2021, le Parlement européen a invité les États membres à faire en sorte que tous les enfants et tous les jeunes aient accès de manière universelle à une éducation et à des informations sur la sexualité qui soient complètes. Cette éducation devrait être correcte sur le plan scientifique, fondée sur des faits, adaptée à l'âge et exempte de jugement. Elle devrait couvrir un large éventail de sujets.

Le Parlement invite également les États membres à lutter contre la diffusion de fausses informations discriminatoires et dangereuses en matière de santé et de droits sexuels et génésiques.

La stratégie de l'Union en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025 engage en outre la Commission européenne à faciliter les échanges de bonnes pratiques concernant la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation entre les États membres et les parties prenantes. La stratégie souligne également l'importance d'éduquer les garçons et les filles sur l'égalité entre les hommes et les femmes et les relations non violentes.

5 conseils pour parler de sexualité à l'école

Parler de sexualité a pendant longtemps été tabou, mais nous le savons aujourd'hui: il s'agit d'une connaissance essentielle dans la vie. Par où commencer?



Deirdre Betson

Éducatrice en santé sexuelle à SHAREIreland

Le service éducatif Sexual Health and Relationships Education Ireland (SHAREIreland) a quelques conseils à ce sujet.

L'objectif des ateliers SHAREIreland consiste à aider les élèves à prendre des décisions réfléchies durant leur passage de l'adolescence à l'âge adulte.

SHAREIreland travaille avec les écoles secondaires pour mettre en œuvre le programme d'éducation aux relations et à la sexualité défini par le ministère irlandais de l'éducation.

L'objectif des ateliers SHAREIreland consiste à aider les élèves à prendre des décisions réfléchies durant leur passage de l'adolescence à l'âge adulte. Voici leurs suggestions:

- **Parler de la différence entre consentement et permission.** Le consentement est un acte enthousiaste et mutuel. La permission est à sens unique et peut passer outre les limites des jeunes qui ont peur de dire non ou qui ne le peuvent pas.

- **Se rapprocher d'un adulte de confiance.** Pour vous, qui est cette personne? Il pourrait s'agir d'un membre de votre famille, d'un enseignant, d'un entraîneur ou de quelqu'un d'autre.

- **Parler des fonctions corporelles pour les banaliser.** Finis les tampons ou serviettes hygiéniques cachés dans la manche sur le chemin des toilettes. Les règles sont une fonction corporelle normale qui prépare l'utérus à une éventuelle grossesse. Les moqueries liées à ces fonctions corporelles quotidiennes véhiculent le message selon lequel tout ce qui est lié au corps devrait être source de honte et devrait être gardé secret. Une éducation à la sexualité qui ne laisse aucune place à la honte influencera positivement ces adultes en devenir. Celle-ci passe notamment par l'apprentissage des termes anatomiques corrects pour des raisons de santé et de sécurité des enfants. safety purposes.

- **Parler de relations saines.** Il est essentiel de parler des types de relations qui nous conviennent. Les relations fondées sur le respect mutuel et dans lesquelles nos limites sont acceptées profitent à notre santé mentale et physique. Parler de ses sentiments et ne pas les garder pour soi dans une relation est un comportement positif et sain.

- **Promouvoir les effets positifs sur la santé que permet l'éducation sexuelle.** Une éducation sexuelle diversifiée et inclusive aura des conséquences positives sur la santé des jeunes. En sachant quelle pratique sexuelle peut exposer à une IST, les jeunes sont conscients des risques et peuvent faire des choix éclairés pour se protéger et réduire ces risques. Enfin, il est crucial que tous les jeunes aient accès à des informations sur la santé sexuelle prouvées, concrètes et exemptes de jugements.



AUCUN PAYS

NE DOIT ÊTRE EXCLU D'ERASMUS+

Depuis 1987, le programme Erasmus+ a offert des possibilités de mobilité et de coopération à plus de 12 millions de jeunes.

Le programme est une réussite retentissante pour la Commission européenne. Il est donc essentiel que sa réputation reste intacte.

Pour éduquer les jeunes et développer leur potentiel dans toute l'Europe et au-delà, il faut plaider en faveur de l'expansion des programmes Erasmus+. C'est en offrant davantage de perspectives aux étudiants qu'ils deviendront plus autonomes et que nous contribuerons à rendre la société plus interconnectée et prospère. Si nous voulons révéler tout le potentiel de nos futurs dirigeants et combler les lacunes qui nous divisent, nous devons atteindre cet objectif.

La Commission européenne devrait veiller à ce que les désaccords politiques entre l'Union européenne et le gouvernement d'un État membre donné n'aient pas de conséquences directes sur les jeunes. Les dirigeants politiques devraient également protéger les étudiants de ces préjudices.

Le cas de la Hongrie peut servir de mise en garde à ce sujet. En tant qu'État membre de l'Union européenne, la Hongrie peut participer aux programmes de mobilité Erasmus+, qui permet aux jeunes et aux enseignants hongrois de vivre des expériences précieuses et d'acquérir une expertise professionnelle à l'étranger, tout en permettant à des milliers d'étudiants du monde entier de visiter la Hongrie, de découvrir le pays et d'y étudier.

Où en sommes-nous à ce sujet?

Le programme Erasmus+ a été très positif pour 95 % des participants de 2014 à 2020, qui ont reconnu avoir retiré de vrais bénéfices de leur expérience. Pour la période 2021-2027, la Commission a alloué plus de 28 milliards d'euros au programme. Les nouveaux projets doivent impérativement s'aligner sur les priorités actuelles du programme, en mettant particulièrement l'accent sur des domaines tels que l'inclusion et la participation à la démocratie.

En 2020, 22 622 Hongrois ont participé à des programmes d'échange Erasmus+, financés à hauteur de 40,45 millions d'euros par l'Union. Toutefois, le 15 décembre 2022, en raison de problèmes de corruption, les ministres des finances de l'Union ont gelé une partie des fonds qui étaient destinés à la Hongrie pour la période 2021-2027.

Ils ont également interdit à l'Union de conclure de nouveaux accords financiers avec les fondations fiduciaires d'intérêt public créées en vertu de la législation hongroise en 2021. L'Union a ciblé les institutions éducatives et culturelles qui ne sont pas transparentes dans leur gestion des fonds communautaires. En outre, malgré les amendements apportés aux lois applicables, de hauts responsables politiques du Fidesz, le parti de la majorité gouvernementale, occupaient toujours le pouvoir au sein des conseils d'administration des fondations. L'Union ne permet pas aux dirigeants politiques d'allouer des fonds publics à des organisations dans lesquelles ils sont habilités à prendre des décisions. En conséquence, les aides accordées aux universités qui avaient été sous-traitées à des sociétés du secteur public ont été temporairement gelées.



PARLER DAVANTAGE

DE L'UNION EUROPÉENNE À L'ÉCOLE

Les citoyens européens devraient avoir une meilleure compréhension du fonctionnement de l'Union et des avantages qu'apporte la citoyenneté européenne. Il faudrait dès lors commencer par intégrer de nouveaux enseignements sur la démocratie et les valeurs européennes dans les programmes scolaires de l'ensemble de l'Union.

Les étudiants devraient notamment apprendre ce qu'est l'état de droit, qui est l'un des piliers de notre démocratie. Ils seraient ainsi davantage sensibilisés à l'importance que joue l'Union européenne dans leur propre vie et aux nombreuses possibilités qu'elle leur offre.

Ils devraient apprendre cela dès leur plus jeune âge. Il est particulièrement important que le message soit également adressé aux élèves des écoles situées en dehors des grandes villes.

En outre, les programmes scolaires qui comprennent un enseignement sur l'Union européenne devraient rappeler aux élèves que le vote n'est pas seulement un

droit mais aussi un devoir. Cela pourrait être un moyen d'augmenter le taux de participation aux élections à l'avenir. L'histoire européenne et les différentes cultures de l'Union européenne devraient faire partie des programmes scolaires de l'ensemble de l'Union. Le sentiment d'identité européenne commune serait renforcé et l'Union gagnerait, à long terme, en autonomie.

Enfin, davantage de voyages devraient être organisés pour permettre aux jeunes de visiter les institutions de l'Union. Ils auraient ainsi un aperçu direct du fonctionnement de l'Union. Ces voyages ont aussi l'avantage de rassembler les jeunes.

Où en sommes-nous à ce sujet?

À l'heure actuelle, il n'existe aucune loi imposant aux écoles des États membres de dispenser un enseignement sur l'Union européenne. Les institutions de l'Union tentent néanmoins d'accroître la visibilité de l'Union européenne dans l'enseignement.

L'espace d'apprentissage de la Commission européenne est un programme proposant du matériel pédagogique et des jeux pour aider les élèves du primaire et du secondaire à découvrir l'Union de manière ludique. Le programme 'École ambassadrice' du Parlement européen fournit aux écoles de son réseau du contenu éducatif provenant du Parlement européen. Il vise à

sensibiliser les élèves aux valeurs européennes et à la démocratie parlementaire européenne. À l'heure actuelle, environ 1500 écoles dans les États membres font partie du réseau des écoles ambadrices, et touchent ainsi environ 23 000 élèves. Cela ne représente toutefois qu'une très faible proportion des quelque 81 millions de jeunes de moins de 18 ans qui vivent dans l'Union.

Si cette idée était adoptée, les programmes déjà en place seraient développés davantage ou d'autres programmes seraient créés.



DÉVELOPPER L'ÉDUCATION À LA DURABILITÉ À L'ÉCOLE

La durabilité est une chose qui peut s'apprendre, et nous devrions l'enseigner dans les écoles afin que tous les citoyens de l'Union sachent comment protéger l'environnement.

Les connaissances que nous acquérons en maternelle et à l'école nous influencent toute notre vie. C'est pourquoi il est crucial de mettre l'accent sur la protection de l'environnement, le changement climatique et le développement durable dans les programmes scolaires.

Nous pouvons ainsi nous assurer que chacun dispose des informations nécessaires pour aider à protéger l'environnement et la planète sur laquelle nous vivons.

Où en sommes-nous à ce sujet?

Lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe qui s'est tenue en 2022, des panels avaient été créés parmi des citoyens de l'Union issus de différents groupes d'âge et milieux socio-économiques. L'une de leurs principales recommandations était d'enseigner davantage sur la durabilité dans les écoles.

À l'heure actuelle, il n'existe pas de législation européenne imposant aux écoles de dispenser un enseignement sur la durabilité. D'une manière générale, la responsabilité d'organiser les systèmes scolaires et le contenu des programmes d'études relève des

gouvernements nationaux des États membres.

Toutefois, en juin 2022, le Conseil a adopté une recommandation invitant les États membres à soutenir les politiques et programmes relatifs à l'apprentissage de la transition écologique et du développement durable. Cette question a été abordée dans plusieurs États membres, mais elle doit encore faire l'objet d'une législation. Les enseignants de l'ensemble de l'Union doivent en outre être formés sur la manière d'enseigner la durabilité.

Apprendre aux enfants à planter des arbres et à recueillir des données sur la pollution atmosphérique?

Réflexion sur l'éducation à l'écologie à l'EYE



Anna Kowalczyk

Agent de liaison pour la durabilité environnementale à ESN

Nous sommes au mois de juin 2023. Vous êtes à Strasbourg. Sous le soleil de l'été, à deux pas du Parlement européen, vous vous trouvez au centre du village EYE. C'est un endroit animé où se rassemblent des jeunes de toute l'Europe et du reste du monde. Ils discutent de leurs ambitions politiques et de leurs désirs pour une Europe meilleure et écoutent des concerts tout en dégustant la spécialité locale, la tarte flambée. Ils participent à des ateliers, en espérant que ce soit un premier pas vers le changement.

Sous une tente blanche, nommée à juste titre 'Espace pour l'avenir', un groupe de jeunes engagés se sont rassemblés en cercle pour nommer à tour de rôle ce qu'ils pensent être les principaux défis liés au manque d'éducation à la durabilité dans les écoles d'aujourd'hui.

«Nos enseignants ont besoin d'outils appropriés pour nous enseigner la durabilité,» explique un participant.

«On devrait nous apprendre à agir par nous-mêmes» dit un autre.

En entendant les difficultés les unes après les autres, une atmosphère de désespoir s'installe dans le groupe. Il est alors temps de noter à l'écrit les solutions possibles! Et après seulement 20 minutes de discussion et de réflexion, les participants ont déjà proposé de nombreuses solutions, telles que:

«Des expériences pratiques pour que les élèves se rendent compte de ce qu'ils peuvent faire dans la nature.»

«Emmener les élèves dans la forêt et leur apprendre à planter des arbres!»

«Établir des partenariats entre les écoles, les ONG et les organisations de protection du climat.»

«Emmener les élèves en plein air pour recueillir des données sur la pollution de l'air»

Il y a beaucoup de lieux d'échanges entre jeunes, des conférences notamment, où l'on ne parle que des défis à relever. Mais ici, les jeunes ont déjà trouvé des solutions sur lesquelles on peut travailler.

L'atelier a été animé par Anna Kowalczyk, du réseau des étudiants Erasmus. Elle espère que des ateliers comme celui-ci constitueront une première étape pour lancer une série d'initiatives sur le thème de l'éducation à la durabilité dans les écoles:

«Il y a beaucoup de lieux d'échanges entre jeunes, des conférences notamment, où l'on ne parle que des défis à relever. Mais ici, les jeunes ont déjà trouvé des solutions sur lesquelles on peut travailler. J'espère qu'ils parleront de ces solutions à leurs amis et aux organisations dans lesquelles ils font du bénévolat, et qu'ils comprendront ainsi qu'ils sont capables de faire des choses par eux-mêmes», explique Anna Kowalczyk.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE A DES CONSÉQUENCES DÉSASTREUSES SUR NOTRE SANTÉ –

FAITES-EN UNE PRIORITÉ POUR Y REMÉDIER



Photo by Markur Spiske - pexels.com

Le changement climatique a une incidence sur notre qualité de vie, et notamment sur notre santé. Nous devrions donc nous en préoccuper.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, la qualité de vie peut être définie comme 'la perception qu'a un individu de sa place dans l'existence, dans le contexte de la culture et du système de valeurs dans lesquels il vit en relation avec ses objectifs, ses attentes, ses normes et ses inquiétudes'. L'environnement est l'un des indicateurs standards pour mesurer la qualité de vie. Nous devrions donc être de plus en plus préoccupés par les conséquences du changement climatique sur notre corps.

La crise climatique a entraîné des inondations, des vagues de chaleur et des sécheresses catastrophiques dans

toute l'Europe. Elle a également prolongé les saisons des pollens. Des données montrent que ces aléas climatiques aggravent les symptômes de certaines maladies et entraînent des problèmes de mobilité et une prise de médicaments plus élevée.

La qualité de vie est une question liée à la santé qui est essentielle et qui doit être prise en compte dans les discussions sur le climat au niveau de l'Union.

Quality of life is a crucial health topic and must be considered in climate discussions at EU level.

Cette idée a déjà été abordée dans le rapport sur les idées des jeunes pour la conférence sur l'avenir de l'Europe (2021)! Le rapport suggérait que les entreprises soient tenues pour responsables de cette question. Il proposait également de mettre en place des sanctions et de faciliter les transports durables.

Où en sommes-nous à ce sujet?

Alors que la Commission européenne n'a jamais expressément légiféré dans l'optique spécifique de la 'faible qualité de vie causée par la dégradation de l'environnement', avec le pacte vert pour l'Europe, elle a reconnu la menace existentielle que représente le changement climatique pour l'Europe.

Plusieurs propositions, comme la mise à jour de la directive relative aux émissions industrielles, visent à empêcher et à maîtriser la pollution tout en réduisant le coût et le nombre de décès prématurés dus à l'asthme, aux bronchites et aux cancers chaque année.

La mise à jour des règles est l'une des étapes de la transformation de l'Europe vers une économie sans pollution, compétitive et neutre pour le climat d'ici

2050. L'accent est mis sur la réduction des émissions, la stimulation de l'innovation et l'uniformisation des conditions de concurrence sur le marché de l'Union. Cette mise à jour élargira également le champ d'application de la directive aux grandes exploitations d'élevage intensif, qui contribuent de manière significative aux émissions d'ammoniac et de méthane.

Ces changements entraîneront des bénéfices économiques dans le domaine de la santé estimés à plus de 5,5 milliards d'euros par an. Malgré les réductions d'émissions qui ont déjà eu lieu, de nouvelles mesures sont nécessaires, car les installations industrielles contribuent encore à une part importante des émissions de gaz à effet de serre et des substances nocives produites.

Quel avenir pour les soins de santé?



Panagiotis Chaslaridis

Chargé de mission principal à l'EFA

Le «European Allergy and Asthma Youth Parliament» en partenariat avec la Fédération européenne des associations de l'asthme et des allergies (EFA), réunit de jeunes patients souffrant d'allergies et d'asthme ainsi que des professionnels de la santé âgés de 16 à 26 ans de toute l'Europe. Ils représentent ceux qui souffrent de maladies causées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement (notamment la pollution de l'air) et cherchent des solutions aux problèmes rencontrés par les systèmes de santé après la COVID-19. Nous avons échangé avec eux après leur atelier portant sur les soins de santé numériques lors de la rencontre EYE.

Pouvez-vous nous en dire plus sur ce qui est ressorti de votre atelier à l'EYE? Quelle est l'histoire la plus frappante que vous ayez entendue pendant l'atelier, et quelles ont été les idées les plus intéressantes de la part des participants?

L'idée de l'atelier consistait d'abord à faire le point sur l'expérience des jeunes patients, mais aussi des participants extérieurs, et à identifier quelle est l'application de santé numérique la plus populaire. Nous voulions également trouver les meilleures solutions, y compris les politiques à proposer pour relever ces défis avec le point de vue des jeunes.

Ces deux jours d'ateliers ont selon moi été très fructueux. Les membres du Parlement des jeunes, tout comme les autres participants, se sont montrés très impliqués. Cet atelier a été organisé sur le modèle du Jenga. Dans ce jeu bien connu, chacun apporte sa

contribution en retirant un bloc et en le posant sur le dessus de la pile. Nous avons donc voulu développer l'idée qu'il est possible de construire la santé numérique dans son ensemble, c'est-à-dire composée de différents aspects, comme les pièces du jeu.

Quelle est l'application numérique la plus populaire parmi les jeunes?

Du point de vue de nos patients, je dirais que les jeunes, parce qu'ils connaissent mieux la technologie que les autres groupes d'âge, apprécient les applications qui leur permettent de suivre la progression de leur maladie et d'avoir un suivi précis de leurs symptômes.

Ils peuvent également donner ces données au fournisseur de soins de santé pour améliorer la qualité des diagnostics, et donc des traitements. C'est selon moi une habitude importante à prendre, notamment pour les patients qui souffrent d'asthme, car ils peuvent enregistrer leurs exacerbations et les périodes où leur asthme connaît un pic.

Lors de votre atelier à l'EYE, vous avez mentionné l'IA ainsi que les défis qu'elle pose. Que pensez-vous de la future législation potentielle de l'Union sur l'utilisation de l'IA dans les systèmes de santé?

Je pense que l'IA doit être considérée comme un outil qui dépend de la façon dont vous l'utilisez. Elle peut vous être favorable ou bien se retourner contre vous. Je mesure pleinement les possibilités qu'offre l'IA. Même dans les domaines pathologiques comme les allergies, l'asthme et la bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO), j'apprécie sa capacité à fournir de données et des informations plus rapidement et à accélérer l'accès aux traitements et à l'innovation. Pour nos patients, il est évident que l'IA doit être réglementée, centrée sur la personne et le patient, et qu'elle doit avoir une approche humaine.

L'Union européenne travaille à l'élaboration de la législation sur l'IA, qui porte, dans l'ensemble, sur les différentes applications de l'intelligence artificielle. Nous attendons donc de voir les propositions de la Commission européenne pour les évaluer.

Votre association a-t-elle d'autres projets qui portent sur la mise en œuvre des soins de santé numériques?

Nous sommes en train de développer le cercle de l'espace européen des données de santé, qui fournit l'infrastructure nécessaire pour échanger des données de santé en toute sécurité dans toute l'Europe.

Nous sommes bien évidemment en faveur d'une telle évolution, tant qu'elle tient réellement compte des besoins et du consentement du patient.



© European Union - EP/AF/Imagis

INTERDIRE LES PRODUITS CHIMIQUES CANCÉRIGÈNES

Il faut interdire l'utilisation du glyphosate dans l'Union européenne. Cet herbicide utilisé pour lutter contre les mauvaises herbes est susceptible d'être cancérigène et nocif pour notre santé.

Le glyphosate est l'un des herbicides les plus utilisés dans le monde. De nombreux agriculteurs l'utilisent pour cultiver des fruits et des légumes, du canola, du maïs, du coton, du soja, des betteraves sucrières et du blé. Il est également utilisé pour les plantes aquatiques et la sylviculture.

Son utilisation généralisée dans l'agriculture est également une source de controverse. Certaines études suggèrent que ce produit chimique est lié à certains cancers, tandis que d'autres disent qu'il n'existe aucun lien.

Où en sommes-nous à ce sujet?

Dans une résolution de 2017, le Parlement a soutenu une interdiction complète des herbicides à base de glyphosate d'ici décembre 2022, ainsi que des restrictions d'utilisation immédiates. Les députés ont rejeté la proposition de la Commission européenne, qui souhaitait renouveler la licence de l'herbicide controversé pour 10 ans. Ils ont au contraire appelé à l'élimination progressive du glyphosate, en commençant par une interdiction de l'utilisation par les ménages et les agriculteurs lorsque des alternatives biologiques efficaces sont disponibles pour lutter contre les mauvaises herbes.

Les députés ont déclaré que le glyphosate devrait être complètement interdit dans l'Union d'ici le 15 décembre 2022, avec des étapes intermédiaires nécessaires, telles que des évaluations des risques basées uniquement sur des études indépendantes, publiées et évaluées par des pairs.

Toutefois, le même mois, la Commission a prorogé l'autorisation d'utilisation du glyphosate jusqu'à fin 2023, après que l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a annoncé ne pas être en mesure d'achever le processus d'évaluation des risques avant juillet 2023 au plus tôt.



PROPOSER DES OPTIONS VÉGÉTARIENNES COMME VÉRITABLE ALTERNATIVE POUR TOUT LE MONDE, PARTOUT

Les personnes qui décident d'adopter un régime végétarien sont chaque année plus nombreuses. Motivées soit par les bienfaits pour leur santé, soit par des préoccupations éthiques, ces personnes font le choix de réduire leur consommation d'aliments comme la viande ou le poisson.

Le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) déclare que plus de 40 % des consommateurs de l'Union européenne ont soit réduit, soit mis fin à leur consommation de viande.

Puisque nous consommons de moins en moins de viande et que cela a des conséquences positives sur l'environnement, des options de menus végétariens devraient être proposées à l'école, à l'hôpital et dans les restaurants d'entreprise. Dans l'intérêt de la santé de

la population ainsi que de l'environnement, il convient d'examiner si cette mesure doit être appuyée par une loi.

Les institutions européennes devraient élaborer une loi exigeant que les cantines des écoles, des hôpitaux et des entreprises incluent une option végétarienne dans leur menu, afin de soutenir le végétarisme en tant que véritable alternative, non seulement pour notre santé, mais aussi pour le bien de l'environnement.

Où en sommes-nous à ce sujet?

L'idée qui consiste à réduire la consommation de viande en proposant des menus végétariens dans les cantines des écoles et des entreprises figure parmi les solutions proposées par le service de recherche du Parlement européen pour remédier aux faiblesses du système alimentaire actuel de l'Union européenne.

En février 2022, le Parlement européen a adopté une résolution soulignant le rôle d'une alimentation saine pour prévenir et limiter l'incidence du cancer. Elle a mis en évidence la nécessité de lutter contre la surconsommation de viande. En ce sens, l'obligation

légale d'inclure des options végétariennes dans les menus aiderait à réduire non seulement notre empreinte écologique, mais aussi les risques de cancer.

L'Union met actuellement en œuvre le «programme à destination des écoles de l'Union», qui soutient la distribution de lait, de fruits et de légumes à des millions d'enfants de la maternelle à l'école secondaire, dans l'ensemble de l'Union. Ce programme fait actuellement l'objet d'un réexamen pour accroître son impact sur la consommation alimentaire durable.



REEMPLACER LES DISTRIBUTEURS

AUTOMATIQUES PAR DES FONTAINES À EAU

En permettant aux gens de remplir plus facilement leur bouteille d'eau au lieu d'acheter des bouteilles à usage unique, nous pourrions réduire l'utilisation de plastique.

Un moyen d'y parvenir serait d'installer des distributeurs d'eau en aluminium dans tous les États membres. Ceux-ci vendraient de l'eau filtrée au prix d'une bouteille en plastique ordinaire.

En stockant de l'eau dans des distributeurs en aluminium sans plastique au lieu d'utiliser des bouteilles à usage unique, nous pourrions éviter de produire des tonnes de déchets.

Où en sommes-nous à ce sujet?

L'Union a mis en œuvre différentes mesures pour lutter contre les déchets marins et la pollution plastique avec la directive sur les plastiques à usage unique, qui interdit la mise sur le marché des produits en plastique à usage unique dans les États membres si d'autres options durables sont disponibles et abordables.

Comme l'a demandé le Parlement européen lors de négociations avec le Conseil, le texte approuvé a étendu le champ d'application de la restriction du marché à un plus grand nombre de types de produits en plastique (oxodégradable et polystyrène), dont certains ont été utilisés dans des récipients pour boissons. Les députés au Parlement européen ont également proposé de fixer

un objectif contraignant à atteindre d'ici 2025, pour que les bouteilles en PET soient fabriquées avec au moins 35 % de matières recyclées. Ce seuil a finalement été fixé à 25 % lors des négociations avec le Conseil.

La directive porte sur des éléments tels que les sacs en plastique et les gobelets pour boissons. L'Union européenne a toutefois fixé un objectif supplémentaire en 2021 pour le calcul, la vérification et la communication des données relatives à la collecte séparée des bouteilles en plastique. D'ici 2025, 77 % des bouteilles en plastique devraient être fabriquées avec au moins 25 % de matières recyclées, pour atteindre 90 % d'ici 2029.



METTRE FIN AU GASPILLAGE ALIMENTAIRE

DANS L'UNION, EN AIDANT LES PLUS VULNÉRABLES

Actuellement, 33 % de l'ensemble des denrées alimentaires produites sont perdues ou gaspillées. Dans le même temps, plus de 20 % de la population de l'Union européenne est exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Cela signifie qu'au moins une personne sur cinq a du mal à répondre à ses besoins les plus élémentaires chaque mois, y compris le besoin le plus essentiel de tous: avoir une alimentation équilibrée. Ce besoin primordial est le fondement même du droit fondamental à la vie.

Chacun devrait, à sa manière, jouer un rôle dans la résolution de ce problème. Par conséquent, les magasins,

les restaurants et les entreprises devraient être légalement tenus de donner toute la nourriture qui est gaspillée chaque jour à ceux qui ont faim et aux personnes défavorisées, avant qu'elle ne dépasse sa date d'expiration. De cette façon, les aliments qui autrement seraient gaspillés pourraient contribuer à réduire les inégalités sociales.

Où en sommes-nous à ce sujet?

D'après le service de recherche du Parlement européen, dans un pays de l'Union sur trois, plus de 10 % de la population ne peut pas se payer un repas avec de la viande, du poisson, du poulet ou un équivalent végétarien tous les deux jours. Ce problème est accentué par celui du gaspillage alimentaire. Conformément aux engagements qu'il a pris dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD), le Parlement européen a demandé deux fois (en 2020 et en 2022) que le gaspillage alimentaire de l'Union soit réduit de moitié d'ici 2030.

Dans une résolution de 2022, le Parlement européen a souligné le fait que 88 millions de tonnes de denrées alimentaires sont gaspillées chaque année dans l'Union. Ce rapport recommande d'éviter le gaspillage alimentaire en 'facilitant les dons alimentaires grâce à l'application cohérente de la législation sur la responsabilité«.

La Commission proposera également des objectifs juridiquement contraignants d'ici la fin de l'année 2023 afin de réduire le gaspillage alimentaire dans l'Union. Elle s'appuie entre autres sur les lignes directrices de l'Union en matière de dons alimentaires adoptées en 2017. Ces lignes directrices proposaient des normes d'hygiène, des exigences en matière d'information pour les aliments préemballés et des incitations fiscales pour les entités qui font des dons de denrées alimentaires. Elles soulignaient aussi l'utilité de la congélation des excédents alimentaires pour permettre leur redistribution.

Dans cette optique, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) soutient les actions des États membres de l'Union qui visent à fournir aux plus démunis une aide alimentaire et matérielle de base.



TOUS LES STAGES DEVRAIENT ÊTRE RÉMUNÉRÉS OU FINANCÉS

Beaucoup de jeunes sont obligés de travailler sans être payés dans le cadre de leurs premières expériences professionnelles. Les stages non rémunérés sont souvent les premières opportunités qui s'offrent à nous pour acquérir de l'expérience.

Les stages sont utiles pour de nombreux jeunes, qui acquièrent ainsi de l'expérience et font un premier pas sur le marché du travail, mais les stages non rémunérés devraient être interdits dans toute l'Union.

Il faudrait que tous les stages soient financés, qu'ils aient lieu dans le pays d'origine du stagiaire ou à l'étranger. Les instruments de financement disponibles (tels qu'Erasmus+) devraient couvrir les frais d'hébergement et de déplacement. Et lorsque ces mécanismes ne sont pas suffisants, davantage de mesures devraient être mises en œuvre pour couvrir les frais encourus par le stagiaire.

Cette idée figurait également dans le rapport sur les idées des jeunes de 2021! Celui-ci suggérait de créer des financements spécifiques qui ne dépendent ni de l'éducation ni du statut social, pour mettre fin aux stages non rémunérés.

Où en sommes-nous à ce sujet?

Depuis 2010, le Parlement européen plaide en faveur d'une meilleure protection juridique des stagiaires au moyen de multiples résolutions et rapports. Le cadre de qualité actuel pour les stages définit différents critères de qualité tels que la transparence des conditions de travail et des pratiques d'embauche, une durée de stage raisonnable et une convention écrite. Il n'aborde toutefois pas la question de la rémunération des stagiaires ou des bourses.

En janvier 2022, le service de recherche du Parlement européen a recommandé dans son étude intitulée «La qualité des stages dans l'Union européenne» de garantir un salaire minimum pour les stages qui visent à acquérir de l'expérience professionnelle. Un mois plus tard seulement, le Parlement européen a adopté

une résolution condamnant la pratique des stages non rémunérés comme une "forme" d'exploitation des jeunes travailleurs et une violation de leurs droits».

En 2023, la Commission européenne a inclus le 'cadre de qualité accrue pour les stages «dans son programme de travail annuel. En juin, le Parlement européen a adopté un rapport d'initiative législative demandant que la révision du cadre de qualité pour les stages soit transformée en une directive à mettre en œuvre dans l'ensemble de l'Union. Le rapport abordait la question de l'indemnisation des stages, en suggérant de couvrir 'au minimum le coût des besoins vitaux tels que l'alimentation, le logement et le transport, en tenant compte du coût de la vie dans chaque État membre».

Pouvez-vous vous permettre de travailler sans être payé?

L'organisation qui cherche à interdire les stages non rémunérés



Mark McNulty

Membre du conseil d'administration du YFJ
Responsable du portefeuille de l'inclusion sociale et économique

Dans le cadre la lutte contre ces stages, la société civile a beaucoup fait pour faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail. Parmi les organisations de jeunesse qui se sont opposées à cette pratique, le Forum européen de la jeunesse (YFJ) se démarque.

Les stages non rémunérés ont non seulement des conséquences socio-économiques directes sur les stagiaires, mais ils ont également un impact sur la santé mentale des jeunes

Récemment, ce Forum a déposé avec succès une plainte conjointe devant le Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe. Cet organisme a déterminé que les stages non rémunérés en Belgique 'permettent d'exploiter les jeunes comme de la main-d'œuvre gratuite'. Même si la décision finale n'a été publiée qu'en 2022, la plainte date de 2017.

Outre cette plainte, le YFJ a travaillé sur une campagne appelant à l'interdiction des stages non rémunérés. Mark McNulty, membre du conseil d'administration de YFJ, conjointement responsable du portefeuille d'inclusion sociale et économique du Forum des jeunes, explique l'origine de cette campagne:

«Quand a débuté la révision du cadre de qualité pour les stages, nous avons décidé de lancer une campagne. Son titre est très simple: 'Pouvez-vous vous permettre de travailler sans être payé?' Il est vraiment injuste que certaines personnes aient à travailler sans être rémunérées, car très peu peuvent en réalité se le permettre.»

Le YFJ a publié un document de réflexion en janvier 2023 montrant qu'un stage non rémunéré coûte en moyenne 1 000 euros par mois à un jeune.

«Un jeune qui effectue deux stages de six mois avant son premier emploi perd un total de 12 000 euros. C'est une somme qu'il pourrait économiser et qui pourrait constituer un acompte pour acheter une maison, par exemple. Mais au lieu de cela, les stagiaires sont obligés de gaspiller de l'argent pour faire des stages non rémunérés avant même de commencer leur carrière.»

Mark a lui-même connu cette situation:

«J'ai fait un stage en Irlande. J'ai fait un stage aux États-Unis. Les gens qui font des stages non rémunérés viennent souvent d'un milieu assez privilégié, mais pas moi. J'en ai fait un il y a quelques années alors que j'étais à l'université, et j'ai dû travailler à côté. J'ai quand même eu la chance de pouvoir le faire, non? Mais beaucoup de gens ne peuvent pas travailler en même temps. J'ai vu certains stagiaires en grande difficulté, qui devaient choisir entre payer leur loyer ou leur assurance maladie.»

Les stages non rémunérés ont non seulement des conséquences socio-économiques directes sur les stagiaires, mais ils ont également un impact sur la santé mentale des jeunes:

«Le stress qu'ils entraînent vous fait presque vieillir, non? Quand vous essayez de tout gérer parce que vous n'avez pas d'autre choix. Trouver un emploi est déjà une source de stress, mais devoir trouver un équilibre entre un emploi, un stage et parfois un cursus universitaire, cela revient à jongler les yeux bandés»



L'EUROPE DEVRAIT ÊTRE AUTOSUFFISANTE EN MATIÈRES PREMIÈRES

Compte tenu du ralentissement causé par la pandémie de COVID-19, l'Europe doit réduire sa dépendance vis-à-vis d'autres pays pour les matières premières et commencer à en produire elle-même.

L'Union semble s'appuyer uniquement sur les importations de matières premières et de produits en provenance de pays tels que la Chine et les États-Unis. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence cette dépendance et a confronté l'Europe au défi suivant: comment l'Union pourrait-elle réduire sa dépendance vis-à-vis d'autres pays pour ces matières premières?

Pour ces raisons, l'Union devrait financer la création d'entreprises européennes, dont les produits et les logiciels seraient utilisés dans les appareils électroniques, y compris les smartphones et les ordinateurs. La Finlande et la Hongrie pourraient être de bons exemples de pays où la production européenne de téléphones mobiles pourrait démarrer.

Où en sommes-nous à ce sujet?

En septembre 2022, lors de son discours sur l'état de l'Union, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a annoncé la législation européenne sur les matières premières critiques. La proposition législative de mars 2022 vise à garantir l'accès de l'Union à un approvisionnement sûr et durable en matières premières critiques et à dresser une liste des matières premières stratégiques. Le Parlement doit encore se prononcer et décider de sa position de négociation sur le sujet. La commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie (ITRE) devrait voter sur le projet de rapport le 9 septembre 2023. Le Parlement entamera ensuite les négociations avec le Conseil et la Commission lors de différentes sessions appelées 'trilogues' et parviendra à un accord final sur le texte.

Le Parlement européen avait déjà abordé sa stratégie pour les matières premières critiques dans une résolution adoptée en 2021. Il a proposé une approche intégrée tout au long de la chaîne de valeur des matières premières critiques, ainsi qu'une politique industrielle active.

Plus récemment, dans une résolution de février 2023, le Parlement a souligné l'importance d'avoir accès aux matières premières critiques pour les transitions écologique et numérique. Les principales mesures proposées consistaient à bâtir un marché du recyclage et un marché secondaire stable, à exploiter les ressources intérieures avec des autorisations plus rapides et à créer un nouveau Fonds européen de souveraineté.



ENSEMBLE, NOUS SOMMES PLUS FORTS:

IL FAUT ÉTABLIR UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE COMMUNE

L'Union européenne a cruellement besoin d'une politique étrangère commune. Une politique étrangère commune permettrait à l'Union de faire preuve de force grâce à son unité sur la scène mondiale, de réduire les coûts administratifs et de devenir une union politique à part entière.

Au vu des événements qui se sont déroulés dans le monde en 2022, il est devenu de plus en plus clair que l'Union européenne doit être unie. Il est important de se préparer aux menaces futures et de conserver notre indépendance vis-à-vis des pays non membres de l'Union européenne. Une solution pour y parvenir serait de mettre en place une politique étrangère commune qui contribuerait au maintien de la paix en Europe. Cela pourrait être considéré comme une étape indispensable vers une union politique à part entière.

Lors du panel de la rencontre des jeunes européens, Josep Borrell, l'actuel haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (HR/VP), a déclaré que "la réaction" de l'Union européenne à l'invasion à grande

échelle de l'Ukraine par la Russie représente la naissance de l'Europe géopolitique.

Une politique étrangère commune permettrait à l'Union européenne de faire preuve de force et de détermination lorsqu'elle rencontre d'autres pays lors de missions diplomatiques. Elle contribuerait aussi à améliorer la rentabilité et l'efficacité externe. Cela permettrait de réduire les coûts administratifs des consulats ou des ambassades et de prendre des décisions de manière plus rapide et efficace.

De plus, une politique étrangère commune aiderait à protéger les intérêts de l'Union et de ses citoyens à l'échelle mondiale, tout en faisant la promotion de la paix et de la liberté.

Où en sommes-nous à ce sujet?

Créée en 1999, la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) constitue le cadre principal en matière de défense et de gestion de crise.

L'actuel haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, est responsable de coordonner la PSDC. Il préside également le service européen pour l'action extérieure (SEAE) et l'agence européenne de défense (AED). Alors que le Conseil européen fixe l'orientation générale de la PSDC, le Parlement européen joue un rôle dans sa révision et sa budgétisation. Le HR/VP doit donc consulter régulièrement le Parlement et

tenir compte de son point de vue.

Des progrès ont été accomplis dans la coopération de l'Union en matière de défense grâce à des initiatives telles que la coopération structurée permanente (CSP), le fonds européen de la défense (FED) et l'examen annuel coordonné en matière de défense (EACD).

La Commission européenne dispose d'une direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS), ce qui indique qu'une plus grande attention est portée à la défense. L'année 2022 a été surnommée 'l'année de la défense européenne'.

OBSERVATIONS FINALES

Et maintenant? Sur la plateforme youthideas.eu, il y a des centaines d'idées tout aussi pertinentes et précieuses que celles reprises dans ce rapport.

Il incombe maintenant à chacun d'entre nous de donner vie à ces idées par différents moyens. Comme vous l'avez vu, de nombreuses organisations de jeunesse lancent déjà le mouvement par le biais d'initiatives et de projets inspirants. Leurs effets sur la société sont aussi importants que tout exercice de démocratie: tout comme se rendre au bureau de vote, prendre un crayon et voter pour vos candidats préférés.

Les prochaines élections européennes ont lieu à un moment charnière de l'histoire, où chaque décision prise façonnera directement la vie des citoyens européens dans un monde de plus en plus mondialisé et qui comporte de nombreux défis.

Par conséquent, voter n'est pas seulement un devoir: c'est une nécessité absolue. Pour faire entendre notre voix, nous devons participer à ce processus. Discute avec tes amis

Les prochaines élections européennes ont lieu à un moment charnière de l'histoire, où chaque décision prise façonnera directement la vie des citoyens européens dans un monde de plus en plus mondialisé et qui comporte de nombreux défis.

et ta famille, partage tes inquiétudes et écoute les leurs, pense à des solutions, envisage de t'engager pour les causes qui te tiennent profondément à cœur ou vote pour ceux qui les défendent.

Mais surtout, accroche-toi et ne perds jamais espoir!





EYE2023.EU



YOUTHIDEAS.EU



INSTAGRAM.COM/EP_EYE



FACEBOOK.COM/YOUTHEP



X.COM/EUROPARL_EYE

